



Rabat, le 02 mai 2012

Communiqué de presse

**Sécuriser le cyberspace Maghrébin renforcera la confiance
dans l'économie numérique**

Ayant parié sur le développement intégré et la croissance, les pays du Maghreb s'orientent de plus en plus vers le développement des systèmes d'information numérique et les téléservices. L'e-gouvernement, l'e-commerce ou l'e-learning sont autant de pratiques qui commencent à percer dans la vie économique, politique et sociale de nos pays. Dans ce contexte, il est devenu primordial de renforcer les instruments juridiques existants et de les adapter à l'évolution rapide que connaît ce secteur pour renforcer la confiance dans l'économie du savoir, encourager les investissements et la création d'emplois et prévenir les dérives possibles.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique accorde un intérêt particulier à la cybersécurité à travers l'Initiative Société Africaine à l'ère de l'information (AISI), lancée en 1996. Elle apporte dans ce cadre un appui constant aux Communautés Economiques Régionales africaines à travers une série d'actions favorisant le renforcement de la société de l'information et le développement de l'économie du savoir.

Aussi, et dans le but d'appuyer les pays de la sous-région dans la formulation de textes réglementaires pertinents conformément aux normes internationales observées dans ce domaine, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, organise un atelier régional sur l'harmonisation de la cyberléislation au Maghreb, en collaboration avec le Secrétariat général de l'Union du Maghreb Arabe (Rabat, du 9 au 11 mai 2012).

Cet atelier rassemblera des juristes, des universitaires, des experts en technologies de l'information et de la communication, ainsi que des responsables de plusieurs départements concernés des cinq pays maghrébins. Il fait suite à la réunion tenue à Rabat en juillet 2010 sous l'égide de la CEA, du Conseil de l'Europe et de Microsoft sur « l'harmonisation du cadre légal de la cybersécurité en Afrique du Nord et la lutte contre la cybercriminalité ».

En préconisant une approche cohérente et coordonnée, l'atelier qui doit s'ouvrir le 9 mai vise à définir des lignes directrices concertées pour la mise en place effective d'un cadre juridique harmonisé de nature à renforcer la cybersécurité dans l'espace maghrébin. Il constituera une occasion pour les participants de mieux appréhender les enjeux liés à l'émergence de la société de l'information, notamment la lutte contre la cybercriminalité, la protection des données à caractère personnel, la sécurisation des transactions commerciales et financières, etc.

Il vise également à aider les pays du Maghreb à respecter leurs engagements vis-à-vis du Sommet Mondial sur la Société de l'information (Genève en 2003 et Tunisie 2005), en vue de renforcer la confiance des utilisateurs, protéger les données et l'intégrité du réseau et se protéger contre les menaces existantes et potentielles liées à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Des initiatives réussies à l'échelle du continent africain seront présentées, en vue de favoriser l'échange d'expériences et le partage des connaissances.

Au terme de cet atelier, les participants feront des recommandations pertinentes en vue de mettre en place un cadre législatif adéquat renforçant la cybersécurité au Maghreb. Des propositions concrètes pour les actions de suivi sont également attendues de cet atelier, afin de mieux servir les objectifs de l'intégration régionale à tous les niveaux.